



Révolution dans l'arrière-cour d'Amérique : vision bolivarienne du Venezuela

Professeur Hall GARDNER*

Avec la focalisation géostratégique sur l'Irak, le Moyen-Orient, l'Asie du Sud et Centrale et le Golfe Persique, et à un certain niveau sur la Chine et Taiwan, les Etats-Unis ont eu largement tendance à négliger, sinon totalement, les transformations majeures ayant lieu à l'intérieur de leur propre arrière-cour – l'Amérique Latine.

La situation

Le régime vénézuélien de Hugo Chavez a obtenu un nouveau bail de vie suivant la hausse des prix pétroliers en 2004 après l'intervention en Irak par les EU. Quoique ne faisant partie d'aucun raisonnement officiel, il était confidentiellement attendu que l'intervention des EU en Irak, ferait baisser le prix du pétrole voire, pourrait même diviser l'OPEP, en exploitant du brut irakien de haute qualité mais bon marché. Ironiquement, cependant, l'échec en matière d'extraction de pétrole irakien après l'intervention militaire des EU en 2003 a eu le résultat inverse. Les tarifs pétroliers ont probablement augmenté de \$10 à \$15 du fait de la spéculation et du sabotage¹, ce qu'ils n'auraient pas fait si le pétrole irakien avait déferlé sur le marché mondial, tout comme s'y attendaient les idéologues néo-conservateurs qui avaient préconisé la guerre avec l'Irak. En prenant une perspective économique, et malgré les avertissements, les néo-conservateurs ont été complètement confondus sur deux questions principales : les coûts à long terme de la guerre, et répercussions de la guerre sur le prix du pétrole.

Les pays producteurs de pétrole tels que l'Iran, l'Arabie Saoudite, la Russie ainsi que le Venezuela, ont conséquemment pu exploiter des prix pétroliers élevés à titre de chantage stratégique afin de servir leurs intérêts régionaux, sinon globaux, tout en s'opposant aux exigences des EU de réformer ou de modifier leur politique intérieure. Puisque le Venezuela représente le cinquième exportateur mondial de brut, et revend aux Etats-Unis aux environs de 60 pour cent de sa production, présentant ainsi les 15 pour cent des importations pétrolières américaines, sa politique a un effet significatif sur l'économie des EU. Le Venezuela maîtrise aussi un enjeu majeur en raffinant et distribuant aux EU à travers sa filiale CITGO, dont le siège se trouve -symboliquement- à Houston, au Texas, Etat d'origine du Président américain.

En sa qualité de sympathisant d'un système mondial « multipolaire », Chavez revendique une vision « bolivarienne » d'une Amérique du Sud unifiée qui formerait un bloc de puissance plus autonome dans le monde. Depuis que Chavez a pris ses fonctions au Venezuela en 1998, de nombreux pays d'Amérique du Sud ont assumé une tendance de « gauche » ; un grand nombre de ces mouvements politiques peuvent, au moins dans une certaine mesure, partager la vision « bolivarienne ». Ancien dirigeant de syndicat travailliste Luiz Inácio Lula da Silva mène le Brésil, et l'homme politique gauchiste pragmatique Nestor Kirchner mène l'Argentine. Chavez est également estimé être le manipulateur d'élections en Bolivie (à l'appui de Evo Morales) et dans le Honduras, et de soutenir les mouvements indigènes en Equateur ; il est possible qu'il fasse parvenir des fonds à la nouvelle aile gauche de la Colombie soit le Pôle Alternatif Démocratique.

D'autres gouvernements d'orientation gauchiste pourraient accéder au pouvoir dans les mois qui suivent. Au Nicaragua, les Sandinistes menés par Daniel Ortega, cherchent à reprendre la présidence qu'ils ont perdue en 1990, suite aux « guerres sales » en Amérique Centrale. Au Mexique, les sondages d'opinions à ce jour indiquent que Andres Manuel Lopez Obrador, populiste de gauche, pourrait remplacer le Président Vicente Fox. Il n'est pas évident que ces gouvernements de tendance de gauche (et nationalistes) seraient nécessairement politiquement entièrement d'accord sur toutes les questions, mais ils pourraient engendrer un front plus fort contre les Etats-Unis (avec le

financement vénézuélien) -en faisant un pied de nez au « *Consensus Washington* » néo-libéral.

Dans l'effort d'intégrer davantage l'infrastructure énergétique de l'Amérique latine, Chavez a consenti à construire un oléoduc pour faciliter les aller-retour entre la Colombie et le Venezuela, à titre d'un projet plus large qui vise à amener de pétrole brut du Venezuela jusqu'à l'Océan Pacifique, d'où il serait ensuite transporté vers la Chine et en Asie. Le Venezuela et l'Argentine sont encore en pourparler pour la construction d'un gazoduc de gaz naturel entre les deux pays faisant partie d'un projet impliquant le Pérou, la Bolivie (deuxième source après le Venezuela de gaz naturel en Amérique du Sud), le Chili et l'Equateur. Chavez croit que le projet garantirait une source d'énergie « pour toute l'Amérique du Sud pendant les 200 ans à venir. »

Dans ses tentatives de porter les revenus pétroliers vers l'infrastructure et les programmes sociaux, Chavez a re-amorcés des négociations avec des compagnies pétrolières étrangères. Il a sensiblement majoré les taxes et a œuvré pour l'installation d'un nouveau *consortium* pétrolier caribéen.

Chavez veut aussi rassembler toutes les compagnies pétrolières et de gaz étatiques de la région, en un complexe géant nommé Petrosure qui pourrait apporter son concours contre – et même ultimement exclure – les compagnies pétrolières multinationales majeures.

Il a de surcroît ratifié des conventions énergétiques avec le Brésil, la Chine, l'Inde et la Russie, en soulevant les craintes américaines vis-à-vis d'influences étrangères croissantes dans l'arrière-cour américaine.

En conjonction avec le Président brésilien Luiz Inacio « Lula » da Silva (et tout en œuvrant contre le Président mexicain Vicente Fox), Chavez a travaillé pour miner les efforts des Etats-Unis afin de créer une Zone de libre échange des Amériques (*Free Trade Area of the Americas, FTAA*) – un but clé de la politique extérieure de l'administration Bush. Alors que les EU optèrent pour une politique dure en ce qui concerne Buenos Aires, Chavez a été d'accord pour racheter une partie de la dette publique de l'Argentine, apportant ainsi secours à Nestor Kirchner pour résoudre la crise budgétaire provoquée par

l'Argentine, et a fourni un appui énergétique afin de sécuriser le soutien de l'Argentine contre la zone FTAA avancée par l'Amérique.

Le Brésil et bien d'autres gouvernements latino-américains, ont considéré que la zone de libre échange des Amériques (ZLEA) était trop injuste envers les agriculteurs latino-américains d'une part, de l'autre comme favorisant une industrie agro-alimentaire américaine déjà hautement subventionnée. Selon une estimation, en 2005 les subventions agricoles aux EU atteignent un record de 22,67\$EU milliards. En guise d'exemple de commerce déloyal, l'Organisation mondiale pour le commerce a tranché en faveur du Brésil qui accusait que les subventions des EU pour le coton (estimées à 4\$EU milliards par an) d'enfreindre les règlements commerciaux et déprimaient les prix mondiaux².

Le Venezuela, un pays socialiste de théologie de la révolution

Le gouvernement Chavez est le mieux caractérisé peut-être comme étant en quelque sorte proche à une « démocratie non libérale » de plus en plus centralisée.

Il n'est pas -au moins, pas encore- un régime autoritaire répressif à part entière, quoiqu'il y ait porté des accusations conséquentes de discrimination gouvernementale contre les opposants du régime.

Chavez disposait au départ d'un soutien public (et militaire) étendu, quoiqu'il ait exposé sa tendance à aliéner les classes moyennes et professionnelles. Le *referendum* hautement polarisé d'août 2004 pour le révoquer et qui a été emporté par plus de 59% des votants, a éveillé des craintes de guerre civile. Mais là un accroissement des dépenses réalisé par le gouvernement, rendu possible par des revenus pétroliers records, et une croissance économique de 9,1 pour cent pendant les neuf premiers mois de 2005 ont renforcé la popularité de Chavez. En octobre 2005, le taux de partisans pour Chavez s'est élevé à 68%. En même temps, le chômage n'a fait que diminué de 17 pour cent au début de 2004 à 14 pour cent en février 2005. La participation électorale dans les élections parlementaires de

novembre 2005 a aussi été très faible, avec seulement 25% des 14,5 millions de votants se présentant aux urnes³.

En décembre 2005, les partis politiques alliées au Président Hugo Chavez ont annoncé qu'ils avaient gagné tous les 167 sièges (déjà une nouveauté depuis les 89 sièges antérieurs) du parlement du pays, après que l'opposition ait boycotté les élections. Le Mouvement « Cinquième République », parti de Chavez, avait alors emporté 114 des 167 sièges de l'Assemblée Nationale composée d'une seule Chambre ; les alliés du Président tenaient les sièges restants. Aucun des cinq partis d'opposition, tous en conflit, n'avait participé : le boycottage par l'opposition était basée, en partie, sur la crainte que le système électoral ne garantissait pas la confidentialité individuelle, donc le gouvernement pouvait savoir qui avait voté pour qui. Avec une majorité de plus de deux-tiers au parlement, Chavez a pu reculer la limitation constitutionnelle actuelle de deux mandats présidentiels successifs au pouvoir, ainsi consolidant sa révolution bolivarienne.

En guise de « *one-man-show* » Chavez avait institué des contrôles plus stricts sur la presse et les médias. Après qu'il ait emporté le *referendum* hautement polarisé d'août 2004, Chavez a cherché à obtenir un contrôle encore plus important sur les médias, en lançant son propre empire média Télésûr, qui cherchait à rivaliser avec CNN et les reportages médiatiques américains en Amérique du Sud, tout comme Al-Jazeera au Qatar par rapport au « grand Moyen Orient ».

Chavez a exproprié des terres non utilisées, en les distribuant aux campagnards et a installé des projets de développement agricoles et industriels au sein du Venezuela. Sous une loi foncière de l'année 2001, le gouvernement a pu taxer ou saisir des sites agricoles non exploités. En évoquant des craintes d'expropriations telles qu'elles s'étaient produites au Zimbabwe des grands propriétaires fonciers, les autorités vénézuéliennes ont identifié plus de 500 fermes dont 56 grands domaines, comme étant trop peu exploités. Il reste encore 40,000 fermes sous étude.

Le problème sociopolitique clef est que la population vénézuélienne est passée d'un taux de pauvreté de 25% dans les années 70, à environ 50% (ou plus, selon certaines estimations) en 2004. La plupart des vénézuéliens pauvres

ont voté pour Chavez en 1999. Entre 1978 et 1989 le PNB par habitant a reculé de 29%, atteignant le niveau existant en 1953. Malgré une hausse des revenus pétroliers, le PNB réel a chuté de plus de 20% en mars 1993. Pendant cette période, environ 500,000 Vénézuéliens ont émigré, un grand nombre était des professionnels. Le PNB a réalisé un bond de plus de 30% en mars 2004, lorsque les prix pétroliers records ont gonflé les réserves de \$21,3 milliards, avant d'atteindre un équilibre d'environ 7/10% de croissance en 2005.

Les secteurs pétroliers et non pétroliers ont connu une croissance considérable entre 2003 et 2004, corrélés à la guerre d'Irak, mais ont reculé quelque peu en 2005⁴. Le sujet clef à présent est : jusqu'à quel point Chavez subventionne-t-il les aspects sociaux de sa Révolution bolivarienne et jusqu'où ira-t-il pour explorer et développer le pétrole ? La question demeure : le Venezuela est-il mobilisé à plein taux, et peut-il ainsi exploiter ses réserves connues ? Ou encore : jusqu'où le Venezuela peut-il étendre ses marchés au-delà de sa dépendance actuelle des EU, en gardant l'œil sur l'Amérique latine, la Chine, l'Inde et au-delà⁵.

Chavez cherche à créer une nouvelle forme de socialisme populiste basée sur des coopératives ouvrières et paysannes ainsi sur la participation de tous les secteurs de la société pour la gestion des affaires locales. Il cherche à transformer au plus vite le Venezuela en Etat développé -il appelle cela « une puissance majeure petit format ». Cette nouvelle forme de socialisme mélange l'intervention étatique dans l'économie, avec un secteur indépendant d'affaires commerciales privées, aussi bien que qu'il soutient les coopératives ouvrières et paysannes à travers une « démocratie participative ». Son parti cherche à engager les différents acteurs de la société vénézuélienne, dans des projets de « développement endogène » en mettant l'accent sur le cœur du pays. L'idéologie de son Mouvement Cinquième République souligne la « théologie de la libération » catholique mêlée à de lourdes doses de nationalisme soutenu par ses militants « bolivariens »⁶.

Les modalités de l'action vénézuélienne

Chavez a commencé par investir dans le développement militaire, avec la possibilité à ne pas exclure, que Washington pourrait tenter une intervention

militaire. Washington a accusé le régime Chavez de patronner des révolutions gauchistes -dans son soutien aux Forces armées révolutionnaires colombiennes (FARC) de la Colombie- et de se lier avec Fidel Castro. Suivant des menaces américaines initiales visant à intervenir dans divers pays du monde, après l'Irak, le Venezuela (en même temps que l'Iran) a averti l'administration Bush que l'intervention militaire aurait pour conséquence d'arrêter la fourniture du pétrole provoquant une hausse immédiate du baril.

Chavez a, en conséquence, conclu des conventions avec la Russie, le Brésil et l'Espagne, pour équiper le secteur militaire vénézuélien, en aviation, navires, et acheté 100,000 fusils d'assaut. Il a organisé des forces de défense civiles (et revendique que leur effectif a jusqu'à 2,000,000 !) auxquelles en toute vraisemblance on enseigne la discipline, le métier des armes et « l'amour de la Patrie ». Les critiques ont indiqué que le développement militaire était vraiment destiné à soutenir les FARC ou d'autres rebelles colombiens, ou que les armes pourraient être transférées à de nouvelles unités civiles afin de réprimer la dissidence.

Alors que l'Iran menace d'obtenir une puissance nucléaire, Chavez aussi a essayé de jouer le jeu nucléaire. En août 2005 il a proposé que le Venezuela se procure une installation de centrale nucléaire en Argentine, qui a vendu de la technologie nucléaire à l'Egypte, à l'Australie, à l'Algérie et au Pérou. La perspective américaine est peut-être encore plus menaçante, Chavez a aussi parlé de collaborer avec l'Iran dans le développement potentiel d'une puissance nucléaire.

Avec son ouverture diplomatique vers l'Iran et son appel pour « un monde multipolaire » Chavez aurait très bien pu vouloir provoquer Washington, mais le risque est qu'il soit déjà allé trop loin. Les liens vénézuéliens avec la Chine, la Russie, l'Inde et aussi l'Iran ont déjà éveillé les craintes américaines concernant une influence étrangère qui opère et envahit ainsi la basse-cour hémisphérique américaine, provoquant éventuellement un interventionnisme issu de la doctrine de Monroe avec pour corollaire celle de Roosevelt.

Avec l'emploi d'une rhétorique militante, Chavez joue sur les craintes d'intervention des Etats-Unis visant l'effort de promouvoir sa popularité, alors

que ces craintes ne sont pas totalement sans fondement véritable. L'ancien officier a accusé l'administration Bush d'avoir conforté la tentative de coup d'Etat qui avait évincé du pouvoir Chavez deux jours durant en 2002. L'administration Bush a nié toute implication américaine, mais a aussi refusé de condamner la tentative de putsch.

En août 2005, dans une émission télévisée, l'évangéliste Pat Robertson a fait nombre de déclarations publiques, selon lesquelles le Venezuela soutenait aussi bien les menaces communistes et islamistes venant de Cuba et d'Iran, et a indiqué que Chavez devait être assassiné⁷.

Egalement, Robertson, ayant une forte influence auprès de la droite religieuse, des Républicains et de la Maison Blanche, a paradoxalement, aidé à développer la légitimité de Chavez et son image médiatisée de persécuté devenu adversaire des Etats-Unis. (Robertson a également fait paraître l'image d'un clergé protestant américain fondamentaliste comme étant d'aussi mauvais esprit que celle des imams islamistes fondamentalistes.)

Ensuite, à l'étonnement des néo-conservateurs, Chavez a changé de tactique. Plutôt que de dénoncer les Etats-Unis, il a promis son aide. Il joue maintenant la carte de la politique avec l'administration Bush, en offrant du pétrole bon marché aux Américains démunis. Vers en fin de l'an 2005, dans l'effort d'embarrasser le président Bush et de neutraliser les critiques de son régime, le Venezuela a décidé d'envoyer du pétrole bon marché aux EU afin de compenser le coût croissant du chauffage résidentiel des familles à bas revenus. Ce pétrole sera vendu aux EU, à 40% au-dessous de sa valeur et acheminé vers le Massachusetts par voie de la filiale vénézuélienne Citgo Petroleum⁸.

Avec les engagements américains en Irak, il paraît douteux que Washington focalise ses visées sur le renversement de Chavez, au moins d'ici quelques années. Un coup d'Etat genre Pinochet semble hors de question, puisque de toute façon c'est Chavez qui contrôle son armée. Avant la bavure de la zone de libre échange (ZLEA) qui a permis à Chavez de dénoncer l'hégémonie américaine, Washington espérait pouvoir opposer diplomatiquement le Brésil au Venezuela, mais ce fut un échec. Depuis, il semble que Washington tende vers l'acquiescement, sinon l'apaisement.

Conclusion

Néanmoins la question clef subsiste : pendant encore combien de temps le *boom* pétrolier va-t-il continuer ? Chavez pourra t'il maintenir aussi bien sa révolution bolivarienne que le développement de l'exploitation pétrolière notamment en vue d'établir les moyens de production ? Chavez pourra-t-il diversifier suffisamment afin de développer une autosuffisance qui améliore soit le niveau de vie au Venezuela et en Amérique latine, bien après les profits récoltés du *boom* pétrolier ? Ou les EU pourront-ils triompher du Venezuela, comme fréquemment par le passé, grâce à la doctrine traditionnelle de Monroe, renversant enfin le régime par pressions politico-économiques ou bien par coup d'Etat, ou d'autres moyens ? *Ou la révolution bolivarienne prouvera-t-elle être l'épine de la rose rouge qui enfin fleurirait dans le bas-ventre américain ?*

* Hall GARDNER est Professeur au Département de politique internationale et comparative - Université américaine de Paris.

Note

1. Juan Cole, *Informed Comment June 22, 2005 04:12:00* <http://www.juancole.com/2005/06/kos-discussion-of-un-option-many.html>.
2. Adam Wolfe, Economic Brief: The Doha Round" (8 December 2005) http://www.pinr.com/report.php?ac=view_report&report
3. Vr., <http://www.bloomberg.com/apps/news>
4. <http://www.latin-focus.com/latinfocus/countries/venezuela/vengdpsector.htm>
5. Vr. Dr. Michael A. Weinstein "Venezuela's Hugo Chavez Makes His Bid for a Bolivarian Revolution" (4 April 2005) <http://www.pinr.com/report>
6. *Ibid.*
7. « (Chávez) a détruit l'économie vénézuélienne permettant ainsi l'infiltration communiste et l'influence islamiste extrémiste.... Vous savez, en ce qui concerne la doctrine d'élimination physique, s'il croit que nous

préparons sa mort, il vaut mieux que nous le fassions... Ça coûterait beaucoup moins cher qu'une guerre. Et en même temps les fournitures de pétrole continueraient ... Cet homme est un danger immense... C'est de notre compétence, nous ne pouvons donc pas le laisser faire comme ça. Nous sommes armées par la doctrine Monroe, et d'autres encore... C'est sans équivoque un ennemi dangereux qui contrôle énormément de pétrole juste à côté de notre Sud. Nous sommes habilités à l'extraire de là, le temps est venu de le sortir de là. Sans une guerre à \$200 milliards », Pat Robertson, *The 700 Club*: August 22, 2005. <http://mediamatters.org/items/200508220006>

8. *ISN Security Watch* (Wednesday, 23 November 2005: 18:11 CET).

